

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Philippe SAUREL.

Création de la Réserve Communale de Sécurité Civile de la Ville de Montpellier

Monsieur Yvan NOSBE, Conseiller municipal, rapporte :

Le territoire de la Ville de Montpellier est soumis à différents risques et menaces majeurs. Les retours d'expériences des événements passés, ainsi que la prospective des événements futurs, caractérisée par des épisodes caniculaires et méditerranéens toujours plus intenses, mettent en évidence l'importance de la résilience du territoire, et de la nécessaire amélioration constante de la gestion de crise de la collectivité dans son ensemble. Notre capacité de prévention et de réaction s'adresse aujourd'hui autant aux pouvoirs publics qu'aux citoyens du territoire qui peuvent devenir des acteurs majeurs de leur propre sécurité et de leur environnement.

Depuis plusieurs années, un ensemble de risques a été anticipé sur le territoire métropolitain afin de les prévenir et d'en atténuer les effets négatifs en cas de survenance, par l'objet notamment par le biais de travaux de prévention, de la planification de la gestion de crise, et de l'installation progressive d'une culture du risque auprès de la population.

Cette politique volontariste s'est structurée à ce jour selon l'organisation suivante :

- la mise en place d'une organisation municipale dédiée à la gestion des risques majeurs, qui complète les travaux de prévention du risque inondation déjà engagés par l'agglomération et l'élaboration sur le bassin versant du Lez d'un Plan d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) ;
- la gestion de l'Obligation Légale de Débroussaillage (OLD) en prévention du risque incendie de forêt, dans une réduction de la vulnérabilité de la commune ;

- l'élaboration d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) sous l'angle du « multirisque » à l'usage des services municipaux, et d'un ensemble de supports pédagogiques à destination du grand public tels que le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) ;
- la mise en œuvre du service de Télé alerte pour alerter les montpellierain(e)s en cas de risques majeurs, auxquels peuvent s'ajouter d'autres vecteurs d'alerte et d'information (réseaux sociaux, supports numériques, etc.) ;
- le déploiement du réseau des sirènes du Système d'Alerte et d'Information des Populations (SAIP) en lien étroit avec la Préfecture de l'Hérault ;
- l'acquisition de moyens matériels spécifiques pour le soutien des populations sinistrées et impliquées ;
- la réalisation de formations et d'exercices de simulations réguliers ;
- la mise en place d'évaluations et d'actions correctives ;
- l'inscription dans ce mandat de délégations municipales dédiées à la « protection de la population », au « plan communal de sauvegarde » et à la « réserve citoyenne ».

Ces dispositions, régulièrement éprouvées, appellent à être consolidées en permanence.

Dans cette perspective, la création d'une Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC) se présente comme un outil tout particulièrement adapté à la gestion des risques sur notre territoire et constitue une orientation forte du projet de mandat. La RCSC va se traduire par un dispositif de mobilisation civique défini par la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile et soumis aux dispositions des articles L. 724-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure. Elle aura vocation à :

- structurer la mobilisation ;
- connaître par anticipation le vivier de personnes mobilisables ;
- pré-identifier les missions à confier ;
- s'inscrire dans un cadre juridique défini.

Placée sous l'autorité du Maire, la réserve a pour objet d'appuyer les services concourant à la sécurité civile en cas d'évènement excédant leurs moyens habituels ou dans des situations particulières.

A cet effet, elle est mise en œuvre pour mener des actions de soutien et d'assistance aux populations, d'appui logistique et de rétablissement des activités dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde, qui prévoit une sollicitation progressive et adaptée des ressources de la Ville en cas d'évènement majeur révélé.

Par ailleurs, elle peut être mobilisée pour participer à des exercices de simulation de crise et pour promouvoir la culture du risque par l'information préventive de la population. Elle ne vise en aucune manière à se substituer ou à concurrencer les services publics de secours et d'urgence. De la même manière, leurs actions sont complémentaires et respectueuses de celles des associations de sécurité civile, caritatives, humanitaires ou d'entraide.

L'organisation et le fonctionnement de la réserve seront fixés par l'établissement d'un règlement intérieur, accompagné d'un acte d'engagement. Les réservistes ont le statut juridique de collaborateur occasionnel de service public.

Toute recherche de subvention est autorisée auprès des collectivités territoriales compétentes, tel le Conseil Départemental de l'Hérault, et peut être élargie afin d'alléger le budget prévisionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de créer la Réserve Communale de Sécurité Civile de la Ville de Montpellier ;
- d'inscrire les crédits au budget de la Ville de Montpellier aux chapitres 931 et 901 ;
- de solliciter des aides financières auprès de l'ensemble des partenaires susceptibles de participer à ses opérations, et à signer tout document y afférent ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 9 décembre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201130-149040-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/12/20
Réception en Préfecture : 09/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.